

Manuelle Peloille, 3L.AM EA 4335, Université d'Angers

Résumé :

L'article propose d'étudier le projet de transition de la dictature franquiste à la démocratie dans la revue de l'exil *Ibérica por la Libertad*, peut-être moins connue que les *Cuadernos del Ruedo Ibérico*, mais loin d'être dépourvue d'influence. On y examine comment la question est posée au fil des événements en Espagne et quelle réflexion est produite quant au point d'arrivée, à la forme de gouvernement souhaitée. Malgré les différences entre les rédacteurs d'horizons divers, une ligne stratégique se dessine clairement.

Mots-clés :

transition, exil, Madariaga (Salvador de), Kent (Victoria)
spanish transition, exile, Madariaga (Salvador de), Kent (Victoria)
Transición, exilio, Madariaga (Salvador de), Kent (Victoria)
1954-1974
États-Unis, USA, EEUU, Espagne, Spain, España

UNE RIVIERE SOUTERRAINE DE LA TRANSITION : LA REVUE HORS LES MURS *IBERICA POR LA LIBERTAD* (1954-1974)

Au sortir de la guerre mondiale, les Alliés ne prêtent aucune aide aux résistants espagnols, les maquis sont isolés et liquidés les uns après les autres. La solution armée laisse donc la place à l'issue négociée; dès la fin de la Guerre civile, certains républicains, tel le socialiste Indalecio Prieto, se projettent vers un avenir dépassant les lignes de partage héritées du conflit. Cette perspective, moins visible au début, se développe pour occuper une place dominante à la fin de la dictature de Franco¹.

S'il est une publication qui cristallise un tel état d'esprit, c'est la revue *Iberica por la libertad*, publiée entre 1954 et 1974 à New York² sous l'égide de Victoria Kent et du fervent européiste Salvador de Madariaga. Son importance tient tant à son rôle de lien entre l'exil et l'intérieur qu'à un ensemble de principes politiques qui vont fédérer une large part de l'opposition.

En 1989, Alicia Alted fut l'une des premières à s'y intéresser³. L'analysant sous l'angle de la culture politique, elle souligne qu'en dépit de bases communes, la revue fut un lieu de débats, notamment entre maintien et abandon de la légitimité républicaine, entre acceptation et rejet des communistes, entre fédéralisme et simple régime d'autonomies. Y collaborèrent, par exemple, Manuel Tuñón de Lara, sous le pseudonyme de Telmo Lorenzo, à partir de 1957 ; Raúl Morodó et Enrique Tierno Galván, acteurs majeurs du changement de régime.

Se poser la question de la transition ne se fait pas de la même manière en 1956, en 1962, en 1969. L'évolution du franquisme, dictature militaire contrainte de s'adapter aux événements, fait que les collaborateurs de la revue affinent régulièrement leur perspective.

Lorsque fut signé le Pacte de Saint Jean de Luz en 1948 entre des éléments socialistes et monarchistes, on envisageait encore la dictature militaire sous l'angle du temporaire, on voulait faire en sorte que l'Espagne bénéficiât du Plan Marshall afin de remettre son économie sur pied. Cette alliance est si fragile qu'*Iberica...* n'aura de cesse de la consolider dans ses colonnes, en dépit des convictions républicaines d'une large part de ses rédacteurs. Quand naît la revue, l'accord hispano-américain vient de tirer l'Espagne d'une autarcie subie plus que choisie, lui donnant un rôle international dans la guerre contre le communisme. Les grèves de 1956 constituent un premier espoir de changement. Puis vinrent celles de 1962, on reparle alors de « transition ». Se définissent alors, au fur et à mesure, un régime transitoire et un point d'arrivée respectant les quatre principes qui structurent la revue : lutte pour la liberté ;

¹ Santos Juliá présente un panorama de ces projets de transition dans son article « Proyectos de transición en la oposición antifranquista », in Walther L. Bernecker (comp.), *De la Guerra civil a la transición: memoria histórica, cambio de valores y conciencia colectiva*, Augsburg, Institut für Spanien- und Latinamerikastudien, 1997, p. 9-37. Cet article nous a invité à examiner de plus près la revue *Iberica por la libertad*.

² Si le bulletin homonyme paraît pour la première fois en 1953, la revue naît le 15 janvier 1954.

³ Manuel Aznar Soler en souligne l'influence dans *Escritores, editoriales y revistas del exilio republicano de 1939*, Séville, Renacimiento, 2006, p. 941. On en apprend beaucoup dans l'article d'Alicia Alted Vigil, « La cultura política del republicanismo liberal en el exilio. un ensayo de caracterización a través de la revista *Iberica por la libertad 1953-1974* » in *Cuadernos republicanos*, n°3, avril 1990, p. 35-53 [reproduction d'un article du même titre dans *Journal of Interdisciplinary Literary Studies*, Universiteit van Amsterdam/University of Nebraska-Lincoln, vol. 1,2, 1989]. Au départ du projet, en 1952, il s'agissait de servir d'organe d'une officine chargée de recueillir des informations émanant de secteurs démocratiques de régime dictatoriaux d'Europe et d'Amérique. Il était soutenu par de l'association Démocratie et liberté, ainsi que par la Ligue Internationale des Droits de l'Homme. Le premier numéro du bulletin date de janvier 1953. En octobre, prenant son indépendance par rapport à l'association Démocratie et liberté, il devient une revue. Grâce à l'appui financier de l'hispaniste Louise Crane, et au soutien moral de personnages comme Salvador de Madariaga, la revue commence sa trajectoire de mensuel le 1 janvier 1954. Elle servira de tribune d'expression pour l'opposition intérieure. L'article s'intéresse ensuite plus précisément aux figures de Victoria Kent puis de Salvador de Madariaga.

rejet de « toute forme de totalitarisme présent » ; alliance entre l'Espagne et les États-Unis ; défense d'une fédération européenne des régions.

Ces bases appellent quelques observations. D'une part, condamner toute forme de totalitarisme écarte tant le communisme que le fascisme. Cependant, si la revue doit donner des gages d'anticommunisme dans un contexte de chasse aux sorcières, l'alliance avec les États-Unis souhaitée par Kent et Madariaga n'a rien à voir avec l'accord officiel scellé en 1953. Le but est de sensibiliser l'opinion publique nord-américaine à la situation de l'Espagne. D'autre part, la défense d'une fédération européenne des régions est une idée centrale de l'opposition antifranquiste.

Nous avons d'abord opéré un balayage systématique du vocabulaire de la transition : outre bien entendu le mot lui-même, nous avons relevé tous les éléments indiquant un processus de changement; enfin les marqueurs prépositionnels tels « de... a » ou « hacia ». Noter chaque occurrence a permis de voir le contenu des mots et les associations. Leur récurrence a déterminé notre choix pour l'élaboration d'une interprétation cohérente.

Nous allons donc voir comment cette revue se pose la question de la transition vers un régime démocratique. À cet effet, nous observerons d'abord les mots de la transition ; cela nous permet de voir comment est posé le point d'arrivée, selon les deux étapes du régime transitoire en lui-même et de la forme de gouvernement finale.

1956 : point de départ d'une transition

1956 est une année fondamentale. Les derniers maquis disparaissent, la lutte armée cesse d'être une forme d'opposition. La grève massive devient le moyen privilégié d'action. Ouvriers et étudiants descendent dans la rue. Naissent les premières Commissions Ouvrières, fruit de l'alliance des communistes et des jeunesses ouvrières catholiques ; c'est l'entrée de ministres de l'*Opus dei*, libéraux, infiniment plus présentables aux yeux du monde démocratique que les militaires qui dirigèrent l'économie depuis la Guerre civile.

Cette année-là, un autre changement intervient. En effet, même si les ouvriers sont loin de disparaître, les étudiants, en 1956, prennent une part prépondérante dans la direction de l'opposition. Les années de la *postguerra*, celles des maquis et de la résistance clandestine du PCE, virent jouer un rôle aux classes populaires. La transition qui se profile dans *Ibérica...* concerne avant tout des élites intellectuelles.

Le mot « transición » apparaît pour la première fois dans un titre en 1957. Dans « La transición española », Julian Gorkin pose la nécessité d'une alliance de forces dépassant les clivages hérités de la Guerre civile. Il est disposé à resserrer les contacts avec « un bloc de droite, conservateur, partisan, dans la mesure du possible et par instinct de conservation naturel, d'une transition à visage humain⁴ »

Ce dernier mot cherche à éloigner le spectre d'une nouvelle guerre. La Guerre civile comme épouvantail est une figure imposée du discours de l'époque de la Transition qu'exécutera Juan Carlos, reprenant une tradition consistant, pour le Roi, à se présenter comme un rempart contre la guerre civile – dans un autre contexte, Ferdinand VII et Alphonse XIII y souscrivirent. L'expression « instinto de conservación » introduit une distance, non infranchissable, entre l'auteur et une fraction des élites du régime qui, précisément à cette date, promouvaient l'idée d'une réconciliation nationale, à l'instar de Joaquín Ruiz Giménez.

⁴ « Un bloque de derechas, conservador, partidario, en la medida de lo posible y por natural instinto de conservación, de una transición incruenta », Julián Gorkín, « La transición española », 15 avril 1957, p. 5.

Étoffer la boule de neige

À ce moment-là, on en est encore à la constitution d'un socle suffisamment large à même d'exécuter un plan de transition encore à définir. Gorkin poursuit : « les mouvements de gauche peuvent et doivent élaborer un pacte et un programme avec la droite pour assurer la transition, mais pas sur les bases de la restauration immédiate d'une monarchie⁵ ». L'adjectif « inmediata » n'exclut pas un retour de cette forme de gouvernement : il introduit juste une dilution. Gorkin, de tendance trotskyste, n'est bien entendu guère favorable à une restauration sans conditions, qui serait une usurpation de la volonté populaire.

La même année, dans l'encart bleu intitulé « Últimas noticias » et publié pour le XXVI^e anniversaire de la République, Diego Martínez Barrio apporte un nouvel élément de définition de « cette période de transition » :

Le régime franquiste, désormais au seuil de sa disparition, entraîne dans sa chute les principes fondamentaux de sa politique, mais demeureront de grands morceaux de l'armature du système, dont les parties nobles doivent s'emboîter et s'intégrer dans les fondations ultérieures⁶.

Comme on le voit dans ce fragment, point de solution de continuité, mais au contraire une série d'adaptations, une reconnaissance de l'existence d'éléments compatibles avec la démocratie au sein des élites franquistes. Cet article, bien loin, malgré sa visée commémorative, de la revendication de la République, cherche avant tout un terrain d'entente. Miguel Sánchez Mazas, dans une lettre ouverte à don Juan de Borbón, en date du 15 octobre 1957, observe que l'Espagne est en train de vivre « l'ambiance la plus confuse, la plus agitée autour du processus de transition – péniblement ouvert en février 56 – vers une nouvelle situation en Espagne⁷ ». L'auteur du « Manifiesto a los universitarios madrileños » du 1 février 1956 est sur la même longueur d'onde que Gorkin, puisqu'il espère « consolider sur le terrain réel une union qui, de façon pas très claire certes, semble aujourd'hui se dessiner sur le papier⁸ ».

1962 ou le nouveau départ

1962 est une année importante à deux égards. D'abord, les grèves massives ; puis la réaction violente du régime, l'exécution du dirigeant communiste Grimau et la création des TOP (*Tribunales de Orden Público*, loi du 2 décembre 1963), sont perçues comme une faiblesse annonciatrice pour certains d'une transition. Depuis 1956, la boule de neige a profité, comme on l'observe au début du mois de juin 1962, lors du Congrès du Mouvement européen de Munich. S'y trouvent réunis des personnalités de l'exil et de l'intérieur, de tendances on ne peut plus diverses (à l'exception des communistes) mais regroupées autour de la défense des libertés démocratiques et d'une fédération européenne. Parmi les cent dix-huit membres de la délégation espagnole (trente-huit de l'exil, quatre-vingts de l'intérieur), on compte le

⁵ « Las izquierdas pueden y deben elaborar un pacto y un programa con las derechas para asegurar la transición, pero no sobre la base de la inmediata restauración de la monarquía », *Idem*.

⁶ « El régimen franquista, ya en los umbrales de la desaparición, arrastra al caer los principios fundamentales de su política, pero quedarán trozos de la armazón del sistema, cuyas partes nobles han de ensamblarse e integrarse en las fundaciones posteriores », Diego Martínez Barrio, « Últimas noticias », 15 avril 1957, p. 1.

⁷ « el ambiente más confuso y agitado en torno al proceso de transición –penosamente abierto en febrero de 56– hacia una nueva situación española », Miguel Sánchez Mazas, « Carta abierta al pretendiente al trono de España », 15 octobre 1957, p. 9.

⁸ « afianzar en el terreno real una unión que hoy parece preverse, aunque no muy claramente, en el papel », *Idem*.

phalangiste repentí Dionisio Ridruejo – l'encre de *Escrito en España* était encore fraîche ; le monarchiste José María Gil Robles ; le socialiste Rodolfo Llopis ; Salvador de Madariaga et Manuel de Irujo, deux des piliers de *Ibérica por la libertad*. La résolution qui en sort est conforme aux principes de la revue et aux idées de ces derniers : l'Espagne devra devenir un état de droit (résolutions 1, 2, 4 et 5) et respecter « la personnalité des différentes communautés naturelles » (résolution 3), ce qui suppose la rupture avec une tradition unitariste, qu'elle soit franquiste ou, de manière minoritaire, républicaine :

1. L'établissement d'institutions authentiquement représentatives et démocratiques qui garantissent que le gouvernement soit fondé sur le consentement des citoyens.
2. La garantie effective de tous les droits de la personne humaine, particulièrement ceux de liberté individuelle et d'opinion et la suppression de la censure gouvernementale.
3. La reconnaissance de la personnalité des diverses communautés naturelles.
4. L'exercice sur des bases démocratiques des libertés syndicales et la défense, par les travailleurs, de leurs droits fondamentaux, notamment par le moyen de la grève.
5. La possibilité d'organiser des courants d'opinion et des partis politiques, ainsi que le respect des droits de l'opposition⁹.

Le Congrès exprime le profond espoir que l'évolution consécutive à l'application des points précédemment énoncés, permettra l'incorporation de l'Espagne à l'Europe dont elle est un élément essentiel. Il prend acte de la ferme conviction, exprimée par tous les délégués espagnols présents au Congrès, que l'immense majorité du peuple espagnol souhaite que cette évolution se fasse selon les règles de la prudence politique et aussi rapidement que les circonstances le permettront, dans la sincérité de tous ; et de leur engagement de renoncer à toute violence active ou passive avant, pendant ou après le processus d'évolution¹⁰.

Six mois plus tard paraît un article d'Alfredo Mendizábal, choisi parce qu'il pose plus précisément que d'autres les jalons d'une transition politique. Nous l'examinerons plus avant. Madariaga, répondant au « La guerra ha terminado » du général Franco le 1 avril 1939, avait affirmé au Congrès de Munich que « la Guerre civile avait pris fin le 6 juin 1962¹¹ ». Gorkin titre à nouveau le 15 mars 1963 « La transición española », affirmant que le moment est cette fois venu :

Que peut, que doit être l'année 1963 ? À en juger par les facteurs objectifs qu'on énumèrera bientôt, c'est l'année cruciale de la transition espagnole. Quels qu'en soient les épisodes immédiats et le dénouement final [sic] – si tant est que l'on puisse parler d'une fin en politique – il est pour moi évident que le processus de transition a bel et bien commencé¹².

Expressions d'un processus

Dans la résolution de 1962, on parle d'« évolution ». Le procès peut aussi être signifié par les préfixes, comme le privatif « de-[s] » : « descomposición » (« Le processus de décomposition du régime continue et s'accroît », titre le socialiste Rodolfo Llopis le 15 février 1957) ; le

⁹ Extrait du texte adopté par le Congrès du Mouvement européen des 7 et 8 juin 1962.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Salvador de Madariaga, « Un discurso histórico », juillet-août 1962, p. 3.

¹² « ¿Qué puede ser y debe ser el año de 1963? Si juzgamos por los factores objetivos que se enumeran seguidamente, el año crucial de la transición española. Sea cuales fueren las peripecias inmediatas y sea cual fuere el desenlace final, –si es que se puede hablar de un final en política–, es evidente para mí que el proceso de transición ha empezado ya. », Julián Gorkin, « La transición española », 15 mars 1963, p. 6.

plus personnalisé « desfranquización » dans « España se desfranquiza » de Mariano Granados (15 mars 1964). On peut trouver aussi au contraire le préfixe « re-[s] » indiquant la répétition, le retour de quelque chose : on parle alors de « restablecimiento » (« de las libertades », de la democracia) ; de « recuperación democrática », de « restauración » ou de « reinstauración de la monarquía ». Le suffixe -ción, présent dans « democratización », « restauración », « liberalización » indique lui aussi qu'un processus est en jeu. Les adjectifs « gradual », « progresivo » vont dans le même sens.

Plusieurs articles précisent le point de départ et le point d'arrivée. L'ancien dirigeant du POUM Ignacio Iglesias publie un article intitulé « *De la escisión a la convivencia* ». Y apparaissent, de manière nettement tranchées, les oppositions entre ce qui a trait au point de départ (« escisión », « discordia », « incomprensión », « sectarismo », « recuerdo muerto ») et ce qui renvoie au point d'arrivée : (« diálogo », « convivencia », « pluralidad », « realidad viva »), revêtus d'une note laudative. Dans ce cas, le point d'arrivée est associé à la paix : encore et toujours éloigner le spectre.

Qui achetait sous le manteau la revue en Espagne pouvait constater qu'à travers ses multiples collaborateurs, elle ne cessait de poser le problème du passage à l'après-Franco; nous en avons livré un échantillon. Le lecteur clandestin était aussi à même d'alimenter sa réflexion concernant les modalités de la transition et les principes d'un futur gouvernement, quelle qu'en fût la forme.

Monarchie ou république : la porte ouverte

Le 15 janvier 1957, la revue lance une enquête intitulée « L'Espagne de demain ». Si la transition n'est pas encore explicitement à l'ordre du jour, on pose le principe de consensus large, dans les questions 2 « Comment croyez-vous possible d'obtenir la collaboration du reste des Espagnols ? » et 4 « Quelle forme de Gouvernement préférez-vous pour l'Espagne ? Et voyez-vous de quelle manière une majorité suffisante d'Espagnols peut la soutenir sans nécessité de l'imposer par des procédés violents ?¹³ ». La réponse de l'opposition intérieure (à l'exception des communistes) parvient à la revue, et l'on parle de transition :

Toutes les organisations, chacune conservant ses convictions idéologiques républicaines propres, déclarent de manière unanime s'accorder sur une position politique favorable à la création, après la disparition du régime politique actuel, d'une situation transitoire sans signe institutionnel défini qui, après restitution des libertés civiques au peuple espagnol, prépare une consultation du pays pour que les Espagnols, librement et avec le maximum de garanties, décident de la forme de Gouvernement définitive de l'État espagnol¹⁴.

Miguel Sánchez Mazas résume en 1957 la position qui va s'imposer dans les colonnes du journal. La priorité n'est pas à la défense de la forme de gouvernement républicaine mais à l'entente entre les citoyens d'Espagne et à ses conditions, comme la juste redistribution des richesses :

¹³ « Cómo cree posible lograr la colaboración de los restantes españoles »; « Qué forma de gobierno prefieren Vd para España, y cómo espera y concibe que una mayoría suficiente de españoles la apoye sin necesidad de imponerla mediante procedimientos violentos », « La España de mañana. Encuesta de Ibérica », 15 janvier 1957, p. 13.

¹⁴ « Manteniendo cada organización sus convicciones ideológicas y republicanas propias, se manifiestan todas ellas coincidentes en una oposición política favorable a crear, tras la desaparición del régimen actual, una situación transitoria sin signo institucional definido, que previa devolución de las libertades cívicas al pueblo español, prepare una consulta al país para que los españoles, libremente y con las máximas garantías decidan de la forma de gobierno del Estado español », « Contestación a las propuestas del interior », 15 juin 1957, p. 16.

Pour les jeunes, le problème de l'Espagne consiste, avant tout, en la restauration des libertés et droits humains essentiels, piétinés par la Dictature ; en la réconciliation nationale et en la solution juste – je parle de justice distributive – des problèmes économiques et sociaux du pays, au sein d'un système qui permette la vie en commun stable de tous les Espagnols, quelle que soit leur classe sociale, leur idéologie ou tendance politique. La forme de Gouvernement qui semble la plus apte à assurer la satisfaction de ces fins essentielles, dans les moments présents et compte tenu des circonstances concrètes dans lesquelles l'Espagne va se trouver à chaque étape, sera la préférée à l'heure de mener à bien l'incontournable consultation nationale, préalable nécessaire à la reprise du cours normal de l'histoire de l'Espagne, après la parenthèse anormale de division et de recul qui commence en 1936¹⁵.

La formulation est ouverte, afin de ménager le destinataire tout comme les républicains les plus fidèles. Une des deux oreilles de Juan de Borbón était ouverte depuis qu'il avait été écarté du pouvoir par les militaires et Franco après la guerre, mais il ne pouvait trop se commettre avec ceux qui demeuraient des « rouges » aux yeux des irréductibles du Franquisme.

Les linéaments d'un régime transitoire

Les événements de 1962 ne donnent pas d'espoirs au seul Gorkin. Alfredo Mendizábal, dans son article « Punto de partida. Hacia la implantación de una auténtica democracia », définit très clairement les missions d'un gouvernement de transition, car on ne saurait immédiatement remplacer une légalité par une autre : « Tout laisse présager que l'Espagne va entrer bientôt, une fois encore, dans une période constituante¹⁶ ».

Dans le but d'éviter une révolution qui renvoie aux totalitarismes, il propose d'accorder une série de libertés afin de calmer les ardeurs du peuple mécontent : « Permettre l'exercice [des libertés syndicales et d'association] devra être l'une des tâches primordiales du Gouvernement de transition¹⁷ ».

Le retour à un régime de libertés aura un autre rôle que la satisfaction de revendications partagées par la majorité des Espagnols. Il doit en effet permettre de légitimer les futures institutions : « Lors de l'étape de transition il incombera au Gouvernement provisoire de reconnaître les libertés indispensables pour la réorganisation de la vie civique¹⁸ ».

Un régime dont la base de la représentation était la famille, la commune, la corporation, ne pouvait, en effet, assurer de « vie civique », malgré un déguisement lexical qui ne trompait personne. L'auteur est conscient du manque de légitimité du régime qui succèdera au Franquisme :

¹⁵ « [P]ara los jóvenes el problema de España consiste, ante todo, en la restauración de las libertades y derechos esenciales, pisoteados por la Dictadura, en la reconciliación nacional y en la solución justa –con justicia distributiva– de los problemas económico-sociales del país, dentro de un sistema que permita la estable convivencia de todos los españoles, cualquiera que sea su clase social, ideología o tendencia política. La forma de Gobierno que aparezca más apta, en los presentes momentos y teniendo en cuenta las circunstancias concretas que vayan a rodear España a cada una de ellas, para la satisfacción de estos fines esenciales será la preferida a la hora de llevar a cabo la insoslayable consulta nacional, preámbulo necesario para la continuación normal de la historia de España, después del anormal paréntesis de división y retroceso que comienza en 1936 », Miguel Sánchez Mazas, « Carta abierta al pretendiente al trono de España », 15 octubre 1957, p. 11.

¹⁶ « Todo hace presagiar que España va a entrar pronto, una vez más, en período constituyente », Alfredo Mendizábal, « Punto de partida. Hacia la implantación de una verdadera democracia », 15 décembre 1962, p. 3.

¹⁷ « Facilitar el ejercicio [de las libertades sindicales y de asociación] habrá de ser tarea primordial del gobierno de Transición », *Ibid.*, p. 5.

¹⁸ « En la etapa de transición corresponderá al Gobierno provisional reconocer las libertades indispensables para la reorganización de la vida cívica », *Ibid.*

Il faut prendre en compte le fait que le régime de transition n'est toujours pas représentatif au sens strict du mot, puisqu'il ne procède pas de l'élection. C'est avant tout un régime liquidateur du passé et qui prépare l'avenir¹⁹.

Le régime de transition sera conduit par les élites. Enrique Tierno Galván, en 1969, cantonne d'office les ouvriers à la lutte syndicale et les maintient hors du jeu politique, dans un premier temps :

De la « classe ouvrière », mieux vaut ne pas en parler ici. Nous ne devons pas sortir du cadre de la classe dirigeante. Nos camarades doivent défendre leurs problèmes de classe dans le domaine du travail et au niveau syndical²⁰.

Les secteurs les plus modérés de l'opposition avaient misé sur don Juan. Lorsqu'en 1969 Juan Carlos, son fils, est désigné, les critiques pleuvent. Il tardera à se défaire de l'image de jeune refusant la politesse à son père et de chevalier servant les principes fondamentaux du *Movimiento*, conformément aux Lois de succession de 1947 et 1969. Le jugement de Salvador de Madariaga est sans appel :

Don Juan aurait peut-être pu restaurer une monarchie libérale plus ou moins viable. Pas Juan Carlos. L'Espagne n'acceptera jamais un monarque qui a trahi son père et qui se déclare ouvertement roi des vainqueurs de la guerre civile²¹.

Une autre paix

On l'a vu, la réconciliation nationale est la pierre de touche. C'est au milieu des années 1950 que disparaissent les derniers maquis et que le PCE se range à cette idée, abandonnant la perspective de renversement du régime. Ne peut-on pas parler de transition dès lors qu'on exclut le renversement armé ? Et dès qu'une majorité d'organisations politiques s'y rallient, le processus commence, de manière souterraine. En 1975, ce courant souterrain ne fait que surgir à l'air libre.

Dans la lettre ouverte de Miguel Sánchez Mazas à don Juan de Borbón, ce thème est récurrent. Les vocables « diálogo », « concordia », « reconciliación » reviennent. Partant de l'idée d'un rejet de l'institution monarchique de la part du peuple espagnol, il exhorte le prétendant au trône à un « dialogue » avec le peuple. La paix est bien entendu la paix civile, mais recouvre aussi l'entente « entre les classes sociales », balayant l'idée de l'existence d'une lutte de classes au sein de la société.

La paix implique l'oubli, volontaire (la « décision d'oubli » qu'évoque Santos Juliá²²), comme le souligne le catholique Xavier Flores, dans l'article « De la reconciliación a la convivencia »

¹⁹ « Ha de tenerse en cuenta que el régimen de transición todavía no es representativo en el sentido estricto de esta palabra, puesto que no procede de la elección. Es ante todo un régimen liquidador del pasado y preparador del porvenir », *Ibid.*

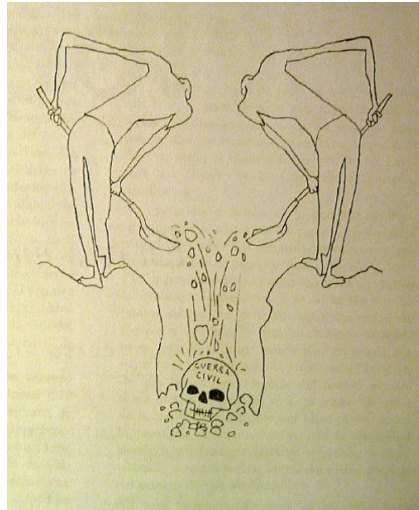
²⁰ À partir de cette note, sauf mention contraire, les citations proviennent de *Ibérica por la libertad*. « De la « clase obrera » mejor es no hablar aquí. No debemos salir del ámbito de la clase dirigente. Nuestros compañeros deben defender sus problemas de clase en el ámbito laboral y sindical », Enrique Tierno Galván, « El incierto porvenir de la instaurada monarquía », 15 octobre 1969, p. 6.

²¹ « Don Juan pudo quizá todavía haber restaurado una monarquía liberal más o menos viable. Don Juan Carlos, no. España no aceptará jamás un monarca que traicionó a su padre y que se declara abiertamente rey de los vencedores en la guerra civil. », Salvador de Madariaga, « La monarquía española », 15 septembre 1969, p. 3.

²² Santos Juliá, « El legado de la Transición », in Santos Juliá, Javier Pradera, Joaquín Prieto (dir.), *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, p. 679-682.

(15 mai 1959) : « Sans paix ni tolérance et, surtout, sans une bonne dose d'oubli, l'Espagne ne parviendra jamais à soigner ses blessures²³ ». Il explicite son propos un peu plus loin, en soulignant la nécessité de trouver des bases de vie commune :

Il ne s'agit pas d'oublier le passé pour continuer à tolérer tout ce qui a cours actuellement, même si cela prétend s'incarner dans une nouvelle société politique d'apparence libérale, mais de réparer l'injustice par la justice, de défaire en créant, de pardonner en jetant de solides bases de vie commune pour que les Espagnols ne soient pas obligés, tous les vingt ans, de se pardonner leur « dernière » guerre civile²⁴.



Sans titre

Première de couverture de Ibérica por la libertad, volume 10, n°7-8, juillet-août 1962²⁵.

La fin de l'unité : facteur de réconciliation nationale ?

Au départ, le rejet de l'unité idéale imposée par les franquistes, d'en haut, sur la base de la religion et de la langue, n'est pas pour les inspirateurs de la revue un projet de désagrégation de l'Espagne. Dans l'enquête « l'Espagne de demain » lancée en janvier 1957, il est demandé : « Comment concevez-vous la relation entre les différentes régions et par quels moyens effectifs peut-on établir une solidarité plus grande entre les différents territoires et nations d'Espagne?²⁶ ».

Dans la revue coexistaient une tendance fédéraliste avec une tendance décentralisatrice. L'équilibre entre unité et autonomie des nations en devenir ne pose pas de problème tant que l'on reste sur le papier. Mais quand sur ce principe, énoncé en 1962, de « respect de la personnalité des communautés naturelles » seront élaborés la Constitution de 1978 et les statuts d'autonomie, l'articulation juridique ne cesse de poser problème. Cependant, la rupture de l'unité absolue fut un ciment de réconciliation nationale.

²³ « Sin paz ni tolerancia y, sobre todo, sin una buena dosis de olvido, España no logrará nunca curar sus heridas », Xavier Flores, « De la reconciliación a la convivencia », 15 mai 1959, p. 3.

²⁴ « No se trata de olvidar lo pasado para seguir tolerando lo actual aunque pretenda encarnarse en una nueva sociedad política de aspecto liberal, sino de reparar la injusticia por la justicia, de deshacer creando, de perdonar sentando sólidas bases de convivencia para que los españoles no tengan que estar cada veinte años perdonándose la “última” guerra civil. », *Ibid.*

²⁵ Pas d'auteur indiqué.

²⁶ « cómo concibe la relación entre las diversas regiones y mediante qué medios efectivos puede establecerse una mayor solidaridad entre las distintas zonas y gentes de España », « La España de mañana. Encuesta de Ibérica », 15 janvier 1957, p. 13.

La rivière sort de terre

Nous avons proposé de suivre, à travers la revue *Ibérica por la libertad*, un courant reposant sur la défense de la concorde civile et démocratie dans le cadre d'une fédération européenne, qui se pose la question de la transition de la dictature à un état de droit, suivant les grands moments de la remise en cause du franquisme, à savoir les grèves de 1956 et de 1962. La Transition qui commence en 1975 n'est que l'actualisation de projections idéelles de plus en plus précises. On voit se confirmer l'abandon de la vision d'un monde clivé selon les classes sociales et les formes de gouvernement (monarchie ou république).

Ibérica... a dans cette mesure favorisé l'agglomération de cristaux qui se détachèrent, petit à petit, de leurs blocs d'appartenance primitifs, autour de principes. Les alliances hésitantes des années cinquante ont laissé la place à un vaste consensus, aujourd'hui remis en cause, mais qui correspondait aux circonstances et à la configuration de forces de l'époque.

Source

Ibérica por la libertad, New York, 1954-1974.

Principaux travaux consultés (bibliographie non exhaustive)

ALTED, Alicia, « La cultura política del republicanismo liberal español en el exilio. Un ensayo de caracterización a través de la revista *Ibérica*, 1953-1974 », en *Medio siglo de cultura española. Exilio, franquismo y democracia, 1939-1989*. Monográfico de la revista *Journal of Interdisciplinary Literary Studies*, Universiteit van Amsterdam/University of Nebraska-Lincoln, vol. 1,2, 1989, pp. 237-264. Reproduit dans *Cuadernos Republicanos*, Madrid, avril 1990, p. 35-53.

AZNAR SOLER, Manuel, *Escritores, editoriales y revistas del exilio republicano de 1939*, Séville, Renacimiento, 2006, 1149 p.

JULIÁ, Santos, « El legado de la Transición », in Santos Juliá, Javier Pradera, Joaquín Prieto (dir.), *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, p. 679-682.

JULIÁ, Santos, « Proyectos de transición en la oposición antifranquista », in Walther L. BERNECKER (comp.), *De la Guerra civil a la transición: memoria histórica, cambio de valores y conciencia colectiva*, Augsburg, Institut für Spanien- und Latinamerikastudien, 1997, p. 9-37.

GLONDYS, Olga, *La guerra fría cultural y el exilio republicano español. Cuadernos del Congreso por la Libertad de la Cultura (1953-1965)*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2012.

GUTIÉRREZ VEGA, Zenaida, *Victoria Kent, una vida al servicio del humanismo liberal*, Servicio de publicaciones, Malaga, 2001, 399 p.

MORODÓ, Raúl. *La transición política*, Madrid, Tecnos, 1993 [1984], 246 p.

SAINZ ORTEGA, Luis, « Un episodio poco conocido de la emigración republicana española en Francia: el pacto de San Juan de Luz », in *Anales de historia contemporánea*, n°15, 1999, p. 451-464.